

17-11-2025 **PROVINCE DE QUÉBEC**
MRC DE LA MATAPÉDIA
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS

À une séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Cléophas, tenue à l'Hôtel de Ville, situé au 356, Principale, le 17 novembre 2025 à 19h30, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul Bélanger, maire.

Sont présents: Monsieur Bruno Gauvin, conseiller au siège #1
Monsieur Stéphane Boulanger, conseiller au siège #2
Madame Hélène Dumont, conseillère au siège #3
Madame Micheline Morin, conseillère au siège #4
Madame Jacinthe Gauvin, conseillère au siège #5
Madame Nadine Gagné, conseillère au siège #6

Secrétaire d'assemblée: Madame Katie St-Pierre, directrice générale et greffière-trésorière.

1. MOT DE BIENVENUE

2. OUVERTURE DE LA SÉANCE ET VÉRIFICATION DU QUORUM

Les membres présents à l'ouverture de la séance formant quorum, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée par le président d'assemblée.

133-2025

3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ par madame Hélène Dumont et résolu d'adopter l'ordre du jour tel que déposé et, en conséquence, il demeure ouvert à toute modification.

1. MOT DE BIENVENUE

2. OUVERTURE DE LA SÉANCE ET VÉRIFICATION DU QUORUM

3. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. ADMINISTRATION

4.1 Législation

- 4.1.1 Assermentation des élus
- 4.1.2 Mairesse-suppléants et substitut
- 4.1.3 Autorisation de signature de la mairesse-suppléante
- 4.1.4 Déclaration des intérêts pécuniaires
- 4.1.5 Calendrier 2026 des séances ordinaires du conseil
- 4.1.6 Rémunération du personnel électoral 2025

4.2 Procès-verbal

- 4.2.1 Adoption du procès-verbal du 1^{er} octobre 2025

4.3 Finances

- 4.3.1 Lecture et adoption des comptes payés et à payer au 17 novembre 2025

4.4 Demandes et invitations diverses

- 4.4.1 Rencontre publique – Tarification incitative
- 4.4.2 La Ressource d'aide aux personnes handicapées
- 4.4.3 Journée de sensibilisation au cancer de la prostate
- 4.4.4 Centraide

5. VOIRIE

- 5.1 Modification de la résolution 129-2025
- 5.2 Demande MTMD – Portion asphalte – proximité du 222, Principale

6. URBANISME

- 6.1 Adoption du *Règlement numéro 269 concernant les dispositions municipales applicables par la Sûreté du Québec*
- 6.2 Avis de motion – Règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas
- 6.3 Dépôt, présentation et adoption du projet de règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas

7. EAU POTABLE ET EAUX USÉES

7.1 Consommation d'eau potable
Août, septembre et octobre 2025

8. RAPPORT DES ÉLUS(ES)

9. PROCHAINE RÉUNION RÉGULIÈRE DU CONSEIL

9.1 1^{er} décembre 2025 à 19h30

10. PÉRIODE DE QUESTIONS

11. LEVÉE DE LA RÉUNION

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

4. ADMINISTRATION

4.1 LÉGISLATION

MENTION AU PROCÈS-VERBAL

4.1.1 Par la présente, je confirme que tous les membres du conseil présents ont dûment prêté serment conformément aux exigences de la loi.

134-2025

4.1.2 Mairesse-suppléante et substitut

CONSIDÉRANT QUE deux articles de loi encadrent le remplacement du maire en cas d'absence, d'incapacité d'agir ou pendant la vacance de cette charge;

CONSIDÉRANT QUE l'article 116 du *Code municipal* prévoit que le conseil d'une municipalité locale peut, en tout temps, nommer un des conseillers comme maire suppléant, lequel en l'absence du maire ou pendant la vacance de cette charge, remplit les fonctions du maire, avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés;

CONSIDÉRANT QUE l'article 210.24. de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* précise toutefois que « [...] Tout autre représentant que le maire est nommé par le conseil de la municipalité locale, parmi ses membres. En cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'agir du maire, ou de vacances de son poste, il est remplacé au conseil de la municipalité régionale de comté par un substitut que le conseil de la municipalité locale désigne parmi ses membres. 1993, c. 65, a. 71; 1999, c. 40, a. 202; 2001, c. 25, a. 149;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par madame Micheline Morin et résolu à l'unanimité:

- 1. DE** nommer madame Jacinthe Gauvin à titre de mairesse-suppléante du 17 novembre au 1^{er} juin 2026;
- 2. DE** nommer madame Jacinthe Gauvin à titre de substitut du maire au Conseil de la MRC de La Matapédia avec droit de vote.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

135-2025

4.1.3 Autorisation de signature de la mairesse-suppléante

CONSIDÉRANT QUE cette résolution annule tous les membres du conseil actuellement autorisés à signer les chèques et tout autre document à la Caisse Desjardins Vallée de la Matapédia;

CONSIDÉRANT QUE seul les membres du conseil suivants sont, à partir de ce jour, autorisés à signer les chèques et/ou tout autre document à la Caisse Desjardins Vallée de la Matapédia;

- 1.** Monsieur Jean-Paul Bélanger, maire;
- 2.** Madame Jacinthe Gauvin, mairesse-suppléante.

CONSIDÉRANT QUE deux (2) signatures sont requises pour toutes les transactions et que madame Katie St-Pierre, directrice générale est autorisée à signer avec l'une ou l'autre des personnes mentionnées ci-haut;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par madame Micheline Morin et résolu à l'unanimité que les membres du conseil mentionnés ci-haut aient l'autorisation de signer les chèques et/ou tout autre document si nécessaire.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

MENTION AU PROCÈS-VERBAL

4.1.4 La directrice générale dépose en date d'aujourd'hui la déclaration des intérêts pécuniaires de monsieur Jean-Paul Bélanger, maire, mesdames les conseillères et messieurs les conseillers: Bruno Gauvin, Stéphane Boulanger, Hélène Dumont, Jacinthe Gauvin et Nadine Gagné.

136-2025

4.1.5 Calendrier 2026 des séances ordinaires du conseil

CONSIDÉRANT QUE l'article 148 du Code municipal du Québec prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par madame Jacinthe Gauvin et résolu à l'unanimité:

- **QUE** les séances débuteront à 19h30 à l'Hôtel de Ville, situé au 356, rue Principale;
- **QUE** le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2026:

12 janvier	2 février	2 mars	13 avril
4 mai	1 ^{er} juin	7 juillet	17 août
14 septembre	5 octobre	2 novembre	7 décembre

- **QU'**un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par la directrice générale conformément à la Loi qui régit la municipalité.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

137-2025

4.1.6 Autorisation de paiement du personnel électoral

ATTENDU QUE des élections générales municipales ont eu lieu en 2025 conformément aux dispositions de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM);

ATTENDU QUE la directrice générale a déposé au conseil municipal le tableau détaillant la rémunération de l'ensemble du personnel électoral requis pour la tenue du scrutin;

ATTENDU QUE le conseil municipal doit, conformément à l'article 88 de la LERM, assumer la rémunération du personnel électoral engagé pour les élections;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Stéphane Boulanger et résolu que:

1. Le conseil municipal de Saint-Cléophas autorise le paiement de la rémunération du personnel électoral nécessaire aux élections générales municipales de 2025, tel que présenté dans le tableau déposé par la directrice du scrutin.
2. La rémunération totale autorisée est de 5 741,16 \$, à laquelle s'ajoutent les déductions à la source (DAS) applicables conformément aux lois fiscales en vigueur.
3. La directrice générale et greffière-trésorière est autorisé à procéder aux paiements requis et à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

4.2 PROCÈS-VERBAL

138-2025

4.2.1 Adoption du procès-verbal du 1^{er} octobre 2025

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil ont individuellement pris connaissance du procès-verbal de la séance ordinaire du 1^{er} octobre 2025;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil renoncent à la lecture dudit procès-verbal;

IL EST PROPOSÉ par madame Micheline Morin et résolu d’adopter le procès-verbal du 1^{er} octobre 2025.

Adoptée à l’unanimité des conseillers municipaux présents

4.3 FINANCES

139-2025

4.3.1 Lecture et adoption des comptes payés et à payer

CONSIDÉRANT QUE le conseil prend acte de la liste des comptes payés en vertu des dépenses incompressibles, de la délégation d’autoriser des dépenses de la directrice générale et greffière-trésorière et des autorisations de paiement de comptes en regard des décisions prises dans le cadre de la séance ordinaire du 17 novembre 2025;

CONSIDÉRANT QUE le conseil prend en compte la liste des comptes à payer faite conformément aux engagements de crédits et aux dépenses autorisées en vertu de la délégation de la directrice générale et greffière-trésorière;

IL EST PROPOSÉ par madame Hélène Dumont et résolu d’approuver la liste des comptes à payer et d’autoriser leur paiement.

Adoptée à l’unanimité des conseillers municipaux présents

COMPTES DÉJÀ PAYÉS (CHÈQUES ET DD)

Nom	Descriptif	# Facture	Montant	Total
Julie Bérubé	Frais dépl. (Amqui)	11	---	43.20
Nelson Sirois	Frais dépl. (Rimouski)	13/10/2025	---	51.75
Hydro-Qc	Surface multisport	640603146128	157.08	1 766.57
Hydro-Qc	Station pompage	683802985298	109.47	
Hydro-Qc	Système pompage	683802985297	369.60	
Hydro-Qc	Garage	683802985296	106.04	
Hydro-Qc	H.V.	683802985295	440.53	
Hydro-Qc	2 ^e compteur CPÉSTP	683802985744	68.72	
Hydro-Qc	Champ d'épuration	656803102426	70.22	
Hydro-Qc	Éclairage public	650503383343	444.91	

COMPTES DÉJÀ PAYÉS (VISA #33 - #34 - #35)

Nom	Descriptif	# Facture	Montant	Total
Dollarama	Fourniture bureau	1612	4.60	543.94 #33
Walmart	Café et fourn. bureau	3669	69.38	
Openai (chatgpt)	IA abonnement (oct.)	161025	32.98	
Petro-Canada	Essence	578 548	75.00	
Atel. soud. GIL	Quincaillerie garage	22505	11.91	
Maxi	Produit alimentaire	140728	7.55	
Prop. clôtures Rim.	Poteau (eau potable)	1190	342.52	

Walmart	Halloween/café	875	103.47	726.97 # 34
Petro-Canada	Essence	593540	75.02	
Petro-Canada	Essence	588378	62.00	
Pièce d’auto select	Outils (tracteur)	24442319	26.65	
Maxi	eau	213	29.20	
Rona	Ent. tracteur	103925491	351.33	
Canadian Tire	Ventilateur/huile	152	79.30	
Cantine Ouellet	Repas greffe élection	255826-1	101.06	150.94 #35
Postes Canada	Courrier recommandé	52841-248	16.78	
Openai (chatgpt)	IA abonnement (nov.)	11	33.10	

COMPTES À PAYER

Nom	Descriptif	# Facture	Montant	Total
Air Liquide (soudeuse)	Location petite (bouteilles du 2025/10/01 au 2026/09/30)	79436625	91.44	44.59
	Location large (bouteilles du 2025/10/01 au 2026/09/30)	79412968	119.58	
	Location bouteilles	79376711	32.77	
	Crédit (location mensuelle)	79468024	(199.20)	
Amén. Lamontagne	Abat-poussière	27669	---	5 403.83
André Roy Élect.	Éclairage publique #30 et #10	25970	---	1 100.97
Aqua Data	Abonn. (compteur d’eau)	24152	---	303.03
Graphica impression	Fourniture bureau	1011279	---	377.98
Atelier soudure M. Poirier	Mat. d’entretien patinoire	23633	89.69	114.24
	Art. ent. tracteur	23658	24.55	
Aut. d’Amours	Vér. ann. débitmètre (égout)	36917	---	776.08
Linda Bérubé	Frais dépl. (formation élection)	001	---	18.00
Buropro Citation	Photocopieur au 25 oct. 2025	268842	---	434.06
Cercle Fermières	Achat livre recettes (biblio)	1	---	39.95
Quincaillerie Sayabec	Outils et mat. ent. souffleur	3078	41.93	275.38
	Quincaillerie CPÉSTP	2847	20.68	
		2943	20.68	
		3090	31.59	
	Épinette (eaux usées barrière)	3184	21.21	
	Article d’ent. tracteur	3245	4.76	
		3348	134.53	
Croix-Rouge Can.	Contribution 2025-2026	31102025	---	225.00
Duguay mécanique	Article entretien tracteur	30210	10.01	14.61
		29761	4.60	
Dépanneur R. Berger	Produit alimentaire	7542120	5.79	50.02
		7537470	11.58	
		7543744	32.65	
Fond d’info. territoire	Mutations et Rôle d’évaluation	29757232 29785802	24.00	30.00
	Mutations	29851962	6.00	
Garvex	Insp. semi-ann. extincteur	58909	---	442.37
Sylvie Gauvin	Frais dépl. (formation élection)	001	---	18.00
H2Lab	Analyses eau potable	135633	841.05	1 783.27
	Analyses eau potable	137325	329.69	
	Analyses eaux usées	137321	612.53	
Hamster	Clavier (adj)	7862	47.52	115.41
	Fourniture de bureau	8700	59.05	
	Fourniture de bureau	8639	8.84	
Machinerie JNG Thériault	Mat. d’ent. tracteur	42566	478.32	15 310.10
	Broyeur	4230	14 831.78	

1. **QUE** le conseil reconnaît que Centraide Bas-Saint-Laurent est un organisme à but non lucratif dont la mission est de soutenir des familles et des personnes dans le besoin au sein de la région;

- 2. QUE** le conseil municipal de Saint-Cléophas autorise l'octroi d'un don de 20 \$ à Centraide Bas-Saint-Laurent dans le cadre de leur campagne annuelle de financement.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

5. VOIRIE

143-2025

5.1 Modification de la résolution 129-2025

ATTENDU QUE la résolution 129-2025, qui autorisait l'acquisition d'une débroussailleuse et d'un bras de côté pour les opérations municipales, doit être modifiée;

ATTENDU QUE les équipements finalement achetés sont les suivants:

- Broyeur ORSI, modèle Vulcanic Plus 165, incluant 16 marteaux de base ainsi que 16 marteaux supplémentaires, pour un coût de 11 720 \$;
- Agrilim (stabilisation des roues arrière), pour un coût de 1 180 \$.

ATTENDU QUE le montant total autorisé dans la résolution 129-2025 demeure inchangé, soit 14 831,78 \$ taxes incluses .

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Stéphane Boulanger, et résolu que la résolution 129-2025 soit modifiée conformément aux ajustements énoncés ci-dessus.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

144-2025

5.2 Demande au MTMD **Portion d'asphalte à proximité du 222, rue Principale**

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Cléophas constate que la portion d'asphalte ayant fait l'objet d'une réparation récente à proximité du 222, rue Principale, sur la route collectrice, présente des défauts importants;

ATTENDU QUE cette réparation est jugée inadéquate et inégale, causant ainsi un risque pour la sécurité des usagers de la route;

ATTENDU QUE cette chaussée déficiente peut occasionner des dommages aux véhicules, compromettre la sécurité des usagers, et entraver une circulation fluide et sécuritaire;

ATTENDU QUE la Municipalité souhaite assurer la sécurité de sa population et maintenir l'intégrité de son réseau routier.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame Hélène Dumont et résolu:

- 1. QUE** la Municipalité de Saint-Cléophas demande officiellement au ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) d'intervenir dans les plus brefs délais afin de refaire adéquatement la portion d'asphalte réparée à proximité du 222, rue Principale;
- 2. QUE** le MTMD soit invité à constater sur place l'état actuel de la réparation, considérant les risques pour la sécurité des usagers;
- 3. QUE** la directrice générale, Mme Katie St-Pierre, soit autorisée à transmettre la présente résolution ainsi que toute documentation pertinente au MTMD.

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

6. URBANISME

145-2025

6.1 Adoption du Règlement numéro 269 concernant les dispositions municipales applicables par la Sûreté du Québec

CONSIDÉRANT que la MRC et les municipalités locales sont assujetties à «l'Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec» conclue entre la MRC de La Matapédia et le ministère de la Sécurité publique;

CONSIDÉRANT la mission de la Sûreté du Québec relativement au maintien de la paix, de l’ordre et de la sécurité publique;

CONSIDÉRANT que le conseil juge nécessaire que les membres de la Sûreté du Québec appliquent l’ensemble de sa réglementation relative à la sécurité publique ainsi que les dispositions du *Code de la sécurité routière*;

CONSIDÉRANT que l’article 147 du *Code de procédures pénales* prévoit que l’autorisation de délivrer un constat que peut donner le poursuivant se fait généralement ou spécialement par écrit;

CONSIDÉRANT que les membres de la Sûreté du Québec doivent être autorisés par le conseil pour délivrer des constats d’infraction et engager des poursuites au nom de la municipalité;

CONSIDÉRANT que la compétence concernant la prévention et la lutte aux incendies a été déléguée à la MRC de La Matapédia par les municipalités locales de son territoire par la résolution CM 167-00;

CONSIDÉRANT les articles 55, 59, 62, 63, 65, 79 et 85 de la *Loi sur les compétences municipales*;

CONSIDÉRANT qu’un avis de motion a été donné à la séance du conseil tenue le 8 septembre 2025;

CONSIDÉRANT qu’un projet de règlement a été déposé et présenté à la séance du conseil tenue le 8 septembre 2025;

CONSIDÉRANT que la MRC de La Matapédia a validé l’harmonisation du présent règlement avec les règlements standardisés applicables par la Sûreté du Québec.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame Jacinthe Gauvin et résolu à l’unanimité que le règlement intitulé *Règlement numéro 269 concernant les dispositions municipales applicables par la Sûreté du Québec* soit adopté et qu’il soit statué et ordonné ce qui suit:

RÈGLEMENT NUMÉRO 269 CONCERNANT LES DISPOSITIONS MUNICIPALES APPLICABLES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

CHAPITRE 1: DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTRODUCTIVES

ARTICLE 1.1: PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 1.2: ANNEXES

Les annexes font partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 1.3: PRÉSÉANCE

Tout article du présent règlement a préséance sur tout règlement ou sur toute disposition réglementaire en vigueur sur le territoire de la municipalité et visant le même objet. Ne seront pas applicables par la Sûreté du Québec tout règlement ou toute disposition réglementaire en vigueur sur le territoire de la municipalité et portant sur d’autres objets relatifs aux domaines « Animaux », « Colportage », « Nuisances », « Sécurité, paix et ordre public » et « Stationnement ».

ARTICLE 1.4: DISPOSITIONS NON CONTRADICTOIRES

Les dispositions du présent règlement ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'application du *Code de la sécurité routière*, du *Code criminel*, ou de toute autre loi provinciale ou fédérale.

ARTICLE 1.5: MODIFICATIONS ULTÉRIEURES

Une municipalité locale, avant de modifier le présent règlement, devra obtenir le consensus de l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de La Matapédia, et ce, afin de poursuivre l'objectif d'harmonisation des dispositions municipales applicables par la Sûreté du Québec.

Les étapes à respecter pour modifier le présent règlement sont décrites au document synthèse fourni par la MRC de La Matapédia aux municipalités.

ARTICLE 1.6: TERRITOIRE D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

ARTICLE 1.7: OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement vise à assurer une harmonisation des différentes dispositions applicables par la Sûreté du Québec ainsi que leur application uniforme et efficiente par les agents de la paix, le tout ayant comme visée d'éviter l'incompatibilité et la pluralité de règlements portant sur un même objet et adoptés par les municipalités faisant partie de l' « Entente relative à la fourniture de services de police par la Sûreté du Québec ».

ARTICLE 1.8: DOMAINES D'APPLICATION

Le présent règlement porte sur les domaines suivants :

- Chapitre 1: Dispositions déclaratoires et interprétatives
- Chapitre 2: Autorisation aux agents de la paix de la Sûreté du Québec quant aux constats d'infraction et aux poursuites
- Chapitre 3: Animaux
- Chapitre 4: Colportage
- Chapitre 5: Nuisances
- Chapitre 6: Sécurité, paix et ordre public
- Chapitre 7: Stationnement
- Chapitre 8: Dispositions finales

ARTICLE 1.9: DÉSIGNATION D'UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ RESPONSABLE

La municipalité peut désigner un ou plusieurs fonctionnaires ou employés de la municipalité responsable(s) de l'exercice de certains des pouvoirs prévus au présent règlement. Les personnes désignées devront appliquer le présent règlement en conformité avec ses dispositions.

CHAPITRE 2: AUTORISATION AUX AGENTS DE LA PAIX DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUANT AUX CONSTATS D'INFRACTION ET AUX POURSUITES

ARTICLE 2.1: AUTORISATION

Le conseil municipal autorise généralement tous les membres de la Sûreté du Québec à engager des poursuites pénales contre tout contrevenant, à délivrer au nom de la municipalité des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions d'un règlement relatif à la sécurité publique de la municipalité et du *Code de la sécurité routière* ou de l'un de ses règlements et ainsi procéder à leur application.

CHAPITRE 3: ANIMAUX

ARTICLE 3.1: ENTENTES

La municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme pour l'autoriser à appliquer en tout ou en partie un règlement de la municipalité concernant les animaux.

ARTICLE 3.2: PERSONNE DÉSIGNÉE

La municipalité peut désigner un fonctionnaire ou un employé de la municipalité responsable de l'exercice des pouvoirs prévus au présent chapitre.

ARTICLE 3.3: DÉFINITIONS

Aux fins de ce chapitre, les expressions et mots suivants signifient :

« Animal domestique »: animal qui vit dans l'entourage de l'homme et qui a été dressé à des degrés divers d'obéissance, selon les espèces, en vue d'obtenir une production, un service ou un agrément ; la présente définition inclut, sans s'y limiter, les chats (chat, chatte, chaton), les chiens (chien, chienne, chiot), les reptiles (serpent, lézard, tortue, etc.), les anthropodes (tarentule, scorpion, etc.).

« Animal errant »: animal qui n'est pas tenu en laisse, qui n'est pas accompagné de son propriétaire ou de son gardien et qui n'est pas sur le terrain sur lequel est situé le logement occupé par son propriétaire ou son gardien, à l'exception d'un animal dont la présence est autorisée de façon expresse.

« Animaux sauvages »: les animaux, autres que les animaux domestiques, qui vivent dans la nature, au sein de laquelle ils survivent par leurs propres moyens, c'est-à-dire sans le concours de l'homme, tels:

- Tous les cervidés (exemple : chevreuil, orignal, etc.);
- Tous les rapaces (exemple : faucon, aigle, etc.);
- Tous les mustélidés (exemple : mouton, hermine, belette, etc.);
- Tous les procyonidés (exemple : raton-laveur, etc.);
- Tous les ursidés (exemple : ours, etc.);
- Toutes les chauves-souris.

« Endroit public »: rue, parc, terrain de jeux, stationnement public, aire ou bâtiment à caractère public, véhicule de transport public.

« Gardien »: propriétaire d'un animal ou personne qui donne refuge à un animal, le nourrit, l'accompagne ou qui agit comme si elle en était le maître.

« Personne désignée »: Employé ou officier désigné par le conseil de la municipalité pour appliquer en tout ou en partie le présent règlement.

ARTICLE 3.4: DISPOSITIF DE RETENUE DES ANIMAUX DOMESTIQUES (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Tout animal domestique gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir du terrain.

ARTICLE 3.5: CONTRÔLE D'UN ANIMAL DOMESTIQUE DANS UN ENDROIT PUBLIC (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Dans un endroit public, un animal domestique doit en tout temps être sous le contrôle d'une personne capable de le maîtriser.

ARTICLE 3.6: ABOIEMENTS, HURLEMENTS, GÉMISSEMENTS, MIAULEMENTS ET AUTRES NUISANCES SONORES (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de laisser un animal domestique aboyer, gémir, hurler, miauler ou émettre toute autre nuisance sonore de façon à troubler la paix ou la tranquillité d'une personne.

ARTICLE 3.7: ANIMAUX SAUVAGES (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de nourrir, de garder ou d'attirer des animaux sauvages.

Nonobstant ce qui précède, une personne peut garder en cage ou en enclos des animaux pour en faire l'élevage dans les secteurs prévus au règlement de zonage.

ARTICLE 3.8: ANIMAUX DOMESTIQUES ERRANTS / NOURRIR (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de nourrir ou d'attirer des animaux domestiques errants.

ARTICLE 3.9: EXCRÉMENTS (SÛRETÉ DU QUÉBEC / PERSONNE DÉSIGNÉE)

Tout propriétaire ou gardien d'un animal se trouvant dans un endroit public doit enlever les excréments de son animal et les déposer dans un contenant ou un sac prévu à cette fin.

ARTICLE 3.10: AUTORISATION

La municipalité autorise de façon générale la personne désignée ou tout membre de la Sûreté du Québec à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

ARTICLE 3.11: AUTRES CONTRAVENTIONS

Quiconque contrevient aux articles 4.4 à 4.9 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 100 \$ à 500 \$ pour une personne physique, et de 200 \$ à 1 000 \$ dans les autres cas.

En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues sont portés au double.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe A.

CHAPITRE 4: COLPORTAGE

ARTICLE 4.1: DÉFINITIONS

« Colporteur »: toute personne qui porte elle-même ou transporte avec elle des objets, effets ou marchandises avec l'intention de les vendre dans les limites de la municipalité, que ces objets, effets ou marchandises soient fabriqués, manufacturés ou produits par lui-même ou par d'autres.

« Colporter »: sans en avoir été requis, solliciter une personne à son domicile ou à sa place d'affaires afin de vendre des effets, des marchandises ou d'offrir un service ou de solliciter un don.

« Personne désignée »: employé ou officier municipal désigné par le conseil pour l'application de tout ou une partie du présent règlement.

ARTICLE 4.2: COLPORTAGE – INTERDICTION (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit de colporter, de vendre au détail, d'offrir en vente des marchandises ou articles de commerce de toutes espèces ou de distribuer des circulaires, annonces, prospectus ou autres imprimés semblables, dans les rues et places publiques ainsi que dans les résidences privées dans les limites de la municipalité sans avoir obtenu de la municipalité une autorisation écrite signée ou un permis.

ARTICLE 4.3: PERSONNE DÉSIGNÉE

La municipalité doit désigner la personne responsable de l'émission des permis ou autorisations écrites signées requis par le présent règlement.

ARTICLE 4.4: EXAMEN (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Le permis ou l'autorisation écrite signée doit être visiblement porté par le colporteur. Il doit être remis sur demande pour examen à la personne désignée ou à tout agent de la paix qui en fait la demande.

ARTICLE 4.5: FAUSSES REPRÉSENTATIONS (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Tout permis ou autorisation écrite signée émis à la suite de fausses représentations ou déclarations est censé n'avoir jamais été émis et est nul.

ARTICLE 4.6: HEURES PROHIBÉES (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit de colporter entre 20 h et 10 h.

ARTICLE 4.7: LIEUX PROHIBÉS (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est défendu à toute personne physique ou morale de solliciter des ventes et/ou des dons à titre de « colporteurs » ou de « sollicitateurs » ou de « vendeurs itinérants » dans les limites de la municipalité en un lieu arborant un avis mentionnant des expressions telles « pas de colporteurs », « pas de sollicitation » ou tout autre mention semblable, pourvu que ledit avis soit visible, lisible et intelligible.

ARTICLE 4.8: AUTORISATION

Le conseil municipal autorise de façon générale tout membre de la Sûreté du Québec ainsi que la personne désignée à engager des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Ces personnes sont chargées de l'application du présent chapitre.

ARTICLE 4.9: AMENDES

Quiconque contrevient aux articles 4.2 et 4.4 à 4.7 est passible, en plus des frais, d'une amende de trois cents (300\$) dollars.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour une infraction séparée et le contrevenant est passible de l'amende pour chaque jour durant lequel l'infraction continue.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe B.

CHAPITRE 5: NUISANCES

ARTICLE 5.1: DÉFINITIONS

« Bruit excessif ou insolite »: peut par exemple être produit, sans s'y limiter, sauf exceptions prévues à l'article 5.3 et excluant tout bruit produit par des véhicules d'urgence ou un train, par des cris, jurons, querelles, batailles, chants, cris d'un animal, cloches, sirènes, sifflets, klaxons, véhicules ou appareils à moteur électrique ou à essence, machineries, équipements, instruments de musique

« Endroits publics »: tout endroit ou propriété, privée ou publique, accessible au public en général;

« Immeuble »: signifie un terrain ou un bâtiment;

« Personne désignée »: employé ou officier municipal désigné par le conseil pour l'application de tout ou une partie du règlement sur les nuisances.

« Voie publique »: toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé ainsi que tout autre ouvrage ou installations, y compris un fossé, utile à leur aménagement, fonctionnement ou gestion.

ARTICLE 5.2: BRUIT (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de faire, de provoquer ou d'inciter à faire de quelque façon que ce soit, tout bruit excessif ou insolite susceptible de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage, et ce, entre 23 h et 7 h.

ARTICLE 5.3: BRUIT / EXCEPTIONS

L'article 5.2 ne s'applique pas lors de la production d'un bruit:

1. Provenant de la machinerie ou de l'équipement utilisé lors de travaux d'entretien ou de construction sur le domaine public par la personne responsable de son entretien, à sa demande ou avec son autorisation;
2. Produit par des appareils amplificateurs de son ou des instruments de musique lors d'une manifestation publique ou d'une activité communautaire ou sportive ou un spectacle ou un autre type de représentation autorisés par la municipalité, tenu sur le domaine public ou produit par des personnes qui y participent ou y assistent.

ARTICLE 5.4: ARME À FEU ET ARME DE JET (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait d'utiliser une arme à feu, à air comprimé et un arc ou une arbalète aux endroits suivants:

1. À l'intérieur du périmètre urbain et des zones de villégiature, tels que définis dans les règlements d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la municipalité;
2. À moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice habité;
3. Sur ou en bordure d'une piste cyclable ou d'un sentier récréatif.

ARTICLE 5.5: LUMIÈRE (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de projeter une lumière directe en dehors du terrain où se trouve la source de lumière susceptible de causer un danger pour le public ou un inconvénient aux citoyens se trouvant sur un terrain autre que celui d'où provient la lumière.

L'éclairage public est exclu du champ d'application du présent article.

ARTICLE 5.6: ENDROIT PUBLIC / SOUILLER (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de souiller un endroit public, notamment en y déposant ou en y jetant de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, du fumier, des déchets domestiques ou autres, des mégots de cigarettes ou de cannabis, des eaux sales, du papier, de l'huile, de l'essence, des branches mortes, des débris de démolition, de la ferraille, des déchets, du papier, des bouteilles vides, de la vitre, des substances nauséabondes ou tout autre objet ou substance.

ARTICLE 5.7: NETTOYAGE D'UN ENDROIT PUBLIC (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Toute personne qui souille un endroit public doit effectuer le nettoyage de façon à rendre l'état de l'endroit public identique à ce qu'il était avant qu'il ne soit souillé; toute telle personne doit débiter cette opération dans l'heure qui suit l'événement et continuer le nettoyage sans interruption jusqu'à ce qu'il soit complété.

Advenant que le nettoyage nécessite le détournement ou l'interruption de la circulation d'une voie publique, le débiteur de l'obligation doit obtenir au préalable l'autorisation de l'autorité compétente.

ARTICLE 5.8: NETTOYAGE D'UN ENDROIT PUBLIC / COÛT (PERSONNE DÉSIGNÉE)

Tout contrevenant à l'une des obligations prévues au premier paragraphe de l'article précédent, outre les pénalités prévues par le présent règlement, devient débiteur envers la municipalité du coût du nettoyage effectué par elle.

ARTICLE 5.9: NEIGE / GLACE (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibé le fait de jeter ou de déposer sur les rues, sur les routes ou dans les endroits publics, eaux et cours d'eau, de la neige ou de la glace provenant d'un terrain privé.

ARTICLE 5.10: ODEURS, FUMÉE, SUIE ET POUSSIÈRE (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Constitue une nuisance et est prohibée le fait de permettre ou de tolérer que des odeurs nauséabondes, des particules, de la poussière, de la fumée ou de la suie se propage dans l'entourage de manière à troubler le confort ou incommoder le voisinage.

ARTICLE 5.11: AMENDES

Quiconque contrevient à une quelconque des dispositions du présent chapitre commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 200\$ pour une première infraction si le contrevenant est une

personne physique et de 300 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimum de 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimum de 600 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

L'amende maximale qui peut être imposée est de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; pour une récidive, l'amende maximale est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (L. R. Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune de ces journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe C.

ARTICLE 5.12: AUTORISATION / APPLICATION

Le conseil municipal autorise de façon générale tout membre de la Sûreté du Québec et la personne désignée à engager des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement et autorise en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Ces personnes sont chargées de l'application du présent chapitre.

CHAPITRE 6: SÉCURITÉ, PAIX ET ORDRE PUBLIC

ARTICLE 6.1: DÉFINITIONS

Aux fins de ce chapitre, les expressions et mots suivants signifient :

« Autorité compétente »: personne physique ou morale qui, en vertu de son statut, d'une loi ou d'un mandat, a le pouvoir d'intervenir dans un domaine donné;

« Endroits publics »: tout endroit ou propriété, privée ou publique, accessible au public en général;

« Parcs »: les parcs situés sur le territoire de la municipalité et qui sont sous sa juridiction et comprend tous les espaces publics gazonnés ou non, où le public a accès à des fins de repos ou de détente, de jeu ou de sport ou pour toute autre fin similaire;

« Personne désignée »: employé ou officier de la municipalité désigné par le conseil pour appliquer en tout ou en partie le présent règlement;

« Terrains publics »: terrains de propriété autres que privés;

« Véhicule moteur »: véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin et qui est adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien, et inclut, en outre, les automobiles, les camions, les motoneiges, les véhicules tout-terrain et les motocyclettes et exclut les véhicules utilisés pour l'entretien ou les réparations des lieux ainsi que les véhicules de police, les ambulances,

les véhicules d'un service d'incendie et les fauteuils roulants mus électriquement;

« Voie publique »: toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé ainsi que tout autre ouvrage ou installations, y compris un fossé, utile à leur aménagement, fonctionnement ou gestion.

ARTICLE 6.2: ALCOOL / CONSOMMATION (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut consommer des boissons alcoolisées dans un endroit public ou avoir en sa possession un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée, sauf aux endroits mentionnés à l'annexe D-1 ou si un permis de vente a été délivré par la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec.

Lorsque la consommation de boissons alcoolisées est permise sur un terrain public, nul ne peut les consommer autrement qu'à partir d'un contenant de carton, de plastique ou une cannette.

ARTICLE 6.3: FACULTÉS AFFAIBLIES, COMPORTEMENT SOUS INFLUENCE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut être sous l'influence de l'alcool, de la drogue ou de toute autre substance dans un endroit public.

ARTICLE 6.4: ARME BLANCHE, ARME À FEU, ARME DE JET (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut se trouver dans un endroit public en ayant sur soi, sans excuse raisonnable, un couteau, un poignard, un sabre, une machette ou un autre objet similaire, un bâton, une arme blanche, un répulsif animal en bombe aérosol à base de poivre de cayenne, une arme à feu, une arme à air comprimé, un arc ou une arbalète.

Aux fins du présent article, l'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable.

ARTICLE 6.5: PROJECTILES (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut lancer des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile susceptible de blesser autrui ou d'endommager la propriété publique ou privée.

ARTICLE 6.6: BATAILLE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut se battre ou se tirailler dans un endroit public.

ARTICLE 6.7: GRAFFITIS (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut dessiner, peindre ou autrement marquer les biens de propriété publique ou privée.

ARTICLE 6.8: VANDALISME (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut endommager de quelque manière que ce soit la propriété publique ou privée, incluant arbres, plants, pelouse ou fleurs.

ARTICLE 6.9: ÉLIMINATION DES SUBSTANCES ORGANIQUES (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut uriner ou déféquer dans un endroit public, sauf aux endroits prévus à cette fin.

ARTICLE 6.10: INDÉCENCE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut commettre une action indécente dans un endroit public, et ce, de manière à être vu d'une autre personne.

ARTICLE 6.11: BAGNADE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut se baigner dans un endroit public, à moins que la baignade soit spécifiquement permise.

ARTICLE 6.12: ESCALADE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut grimper ou escalader un poteau, une statue, un fil, un bâtiment, une clôture, un lampadaire, un arbre ou toute autre structure publique ou privée, sauf aux endroits spécialement aménagés à cette fin.

ARTICLE 6.13: PARC / PÉRIODE PROHIBÉE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut se trouver dans un parc aux heures où une signalisation indique une telle interdiction.

Les parcs visés par le présent article sont identifiés à l'annexe D-2 du présent règlement.

ARTICLE 6.14: ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES / PÉRIODE PROHIBÉE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut, sans motif raisonnable, se trouver sur un terrain ou dans un bâtiment d'un établissement scolaire de 7 h à 18 h pendant la période scolaire.

ARTICLE 6.15: ACTIVITÉS DANS UN ENDROIT PUBLIC (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course regroupant un groupe de personnes dans un endroit public de la municipalité, incluant sur le réseau routier, sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.

Sont exemptés d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi.

ARTICLE 6.16: RASSEMBLEMENT PUBLIC (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut tenir toute réunion ou rassemblement public dans un endroit public ou propriété de la municipalité, notamment dans les parcs ou espaces verts de celle-ci, sans qu'une telle réunion ou qu'un tel rassemblement n'ait été autorisé par la municipalité.

ARTICLE 6.17: FLANERIE (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut flâner, vagabonder, mendier, se coucher, se loger, camper ou dormir dans un endroit public.

ARTICLE 6.18: SONNER OU FRAPPER (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut, sans motif raisonnable dont la preuve lui incombe, sonner ou frapper à une porte ou à une fenêtre d'un bâtiment.

ARTICLE 6.19: VÉHICULES MOTEURS (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut circuler en véhicule à moteur dans les parcs et sur les voies piétonnières ou cyclables de la municipalité contrairement aux signalisations indiquées, à moins d'y être autorisé.

ARTICLE 6.20: PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut franchir ou se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par l'autorité compétente à l'aide d'une signalisation (ruban indicateur, bannières, etc.) à moins d'y être autorisé.

ARTICLE 6.21: APPEL INJUSTIFIÉ (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut, sans motif raisonnable dont la preuve lui incombe, composer le numéro de téléphone du centre d'urgence 9-1-1 sans qu'il y ait une situation d'urgence nécessitant l'intervention d'un service d'urgence, notamment la Sûreté du Québec, le service incendie, le service ambulancier, le service de premier répondant ou tout autre service d'urgence.

ARTICLE 6.22: INSULTES ET INJURES (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nul ne peut insulter ou injurier une personne se trouvant dans un endroit public.

En outre de ce que prévoit le premier paragraphe du présent article, nul ne peut injurier ou insulter un agent de la paix ou un fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions ou tenir à son endroit des propos blessants, diffamatoires, blasphématoires ou grossiers, ou encore encourager ou inciter une personne à l'injurier ou à tenir à son endroit de tels propos.

ARTICLE 6.23: ENTRAVE À UN AGENT DE LA PAIX

Nul ne peut entraver le travail d'un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 6.24: AUTORISATION

Le conseil autorise de façon générale tout membre de la Sûreté du Québec et toute personne désignée à cette fin à engager des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent chapitre. Ces personnes sont en conséquence autorisées à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Les personnes mentionnées précédemment sont chargées de l'application de tout ou partie du présent chapitre.

ARTICLE 6.25: CONTRAVENTIONS

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent chapitre commet une infraction et rend le contrevenant passible d'une amende minimale de 100 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique, et de 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale, d'une amende minimale de 200 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique, et d'une amende minimum de 400 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale; l'amende maximale qui peut être imposée est de 200 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 400 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale ; pour une récidive, l'amende maximale est de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L. R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe D.

CHAPITRE 7: STATIONNEMENT

ARTICLE 7.1: DÉFINITIONS

« Camion »: un véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg, conçu et aménagé principalement pour le transport de biens ou pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de biens, à l'exception du véhicule routier à 2 essieux, d'une masse nette de 4 000 kg et moins, appartenant à une personne physique qui n'est pas utilisé à des fins commerciales ni à des fins professionnelles, muni d'une cabine fermée et indépendante et possédant à l'origine une caisse découverte et un hayon;

« Chemin public »: la surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge d'une municipalité, d'un gouvernement ou de l'un de ses organismes, et sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules routiers et, le cas échéant, une ou plusieurs voies cyclables;

« Personne désignée »: personne désignée par le conseil municipal pour appliquer en tout ou en partie le présent règlement;

« Véhicule de transport d'équipements »: un véhicule routier dont la masse nette est de plus de 3 000 kg utilisé uniquement pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Ne sont pas visés par cette définition, les véhicules d'urgence et les véhicules servant ou pouvant servir au transport d'autres biens;

« Véhicule outil »: une niveleuse, une retrochargeuse, une grue autoporteuse, une pelle mécanique, une chargeuse-pelleteuse, une souffleuse à neige et un balai de rue qui n'est pas monté sur un châssis de camion;

« Véhicule routier »: véhicule automobile, camion, motocyclette, motoneige ou véhicule tout-terrain qui peut circuler sur un chemin et qui doit être immatriculé en vertu du *Code de la sécurité routière*. Une remorque, une semi-remorque et un essieu amovible, qui ne sont pas motorisés, sont aussi considérés comme des véhicules routiers.

ARTICLE 7.2: SIGNALISATION

La municipalité autorise la personne désignée à placer et à maintenir en place la signalisation appropriée.

ARTICLE 7.3: DÉCLARATION DE CULPABILITÉ

Le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre de la Société de l'assurance automobile du Québec peut être déclaré coupable d'une infraction relative au stationnement en vertu de ce chapitre.

ARTICLE 7.4: STATIONNEMENT SUR LES CHEMINS PUBLICS (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit de stationner des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité en tout temps aux endroits prévus et indiqués à l'annexe E-1 du présent règlement.

ARTICLE 7.5: STATIONNEMENT AU-DELÀ DE CERTAINES PÉRIODES OU DE CERTAINES HEURES (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit de stationner des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité aux endroits, jours et heures spécifiées à l'annexe E-2 du présent règlement, tel que spécifié à ladite annexe ou en excédant des périodes où le stationnement est autorisé tel qu'il y est spécifié.

ARTICLE 7.6: STATIONNEMENT HIVERNAL (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, il est interdit de stationner des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité pendant la période du 15 novembre au 15 avril inclusivement, entre 23 h et 7 h.

ARTICLE 7.7: STATIONNEMENT DES CAMIONS, VÉHICULE-OUTIL ET VÉHICULE DE TRANSPORT D'ÉQUIPEMENT (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit de stationner un camion, un véhicule-outil ou un véhicule de transport d'équipement dans l'emprise d'une rue publique, sauf pour exécuter l'une des tâches suivantes:

- Prendre ou livrer un bien;
- Fournir un service;
- Exécuter un travail.

ARTICLE 7.8: STATIONNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Il est interdit d'immobiliser un véhicule routier dans un espace de stationnement réservé à l'usage exclusif des personnes handicapées à moins que ce véhicule ne soit muni de l'une des vignettes ou plaques spécifiquement prévues à l'article 388 du *Code de la sécurité routière*.

ARTICLE 7.9: STATIONNEMENTS PRIVÉS (SÛRETÉ DU QUÉBEC)

La municipalité peut conclure une entente avec le propriétaire d'un terrain de stationnement privé pour prévoir l'application sur ce terrain des dispositions du présent règlement concernant le stationnement.

Dans le cas d'un terrain de stationnement privé faisant l'objet d'une entente avec la municipalité et auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, le conducteur d'un véhicule routier doit se conformer à la signalisation en place interdisant ou limitant le stationnement des véhicules ou le restreignant en faveur de personnes ou de catégories de personnes. Tout véhicule stationné contrairement aux interdictions, limitations ou restrictions de la signalisation est considéré, aux fins du présent paragraphe, comme stationné sans l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant du terrain de stationnement.

Les dispositions du présent article s'appliquent notamment sur les terrains de stationnement privés énumérés et décrits à l'annexe E-3 du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante.

ARTICLE 7.10: POUVOIRS DE DÉPLACER, DE FAIRE DÉPLACER OU DE REMISER UN VÉHICULE (PERSONNE DÉSIGNÉE / SÛRETÉ DU QUÉBEC)

Dans le cadre des fonctions qu'il exerce en vertu du présent règlement, un agent de la paix ou une personne désignée à cette fin par la municipalité peut déplacer, faire déplacer et faire remiser aux frais du propriétaire un véhicule routier en cas d'enlèvement de la neige ou dans les cas d'urgence suivants :

- le véhicule gêne la circulation au point de comporter un risque pour la sécurité publique ;
- le véhicule gêne le travail des pompiers, des policiers ou de tout autre fonctionnaire lors d'un événement mettant en cause la sécurité du public.

ARTICLE 7.11: POUVOIRS CONSENTIS AUX AGENTS DE LA PAIX ET À LA PERSONNE DÉSIGNÉE

Le conseil autorise généralement tous les membres de la Sûreté du Québec ainsi que la personne désignée à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant, à délivrer des constats d'infraction pour toute contravention à l'une des dispositions du présent chapitre et ainsi à procéder à son application.

ARTICLE 7.12: INFRACTIONS

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce chapitre commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende.

Relativement aux articles 7.4 à 7.7, le contrevenant est passible d'une amende de 60 \$. Le contrevenant à l'article 7.8 est passible d'une amende de 200 \$.

Si l'infraction se continue, elle constitue jour par jour une infraction distincte et la pénalité prescrite pour cette infraction peut être imposée pour chaque jour où l'infraction se poursuit.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe E.

CHAPITRE 8: DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 8.1 : ENTRAVE AU TRAVAIL D'UNE PERSONNE CHARGÉE DE L'APPLICATION DU RÈGLEMENT

Quiconque entrave de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de toute personne chargée de l'application du présent règlement, la trompe par réticences ou fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu du présent règlement est passible d'une amende de 100 \$ à 500 \$.

En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues sont portés au double.

Le libellé des infractions au présent chapitre est présenté à l'annexe F.

ARTICLE 8.2: ABROGATION

Le présent règlement annule et remplace le règlement numéro 140 déjà en vigueur dans la municipalité et toute réglementation municipale antérieure incompatible avec ses dispositions.

Le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi remplacés, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité desdits règlements remplacés jusqu'à jugement final et exécution.

ARTICLE 8.3: ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE A

Libellé des infractions – Animaux

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 3.4 – DISPOSITIF DE RETENUE / ANIMAUX DOMESTIQUES Avoir omis de tenir ou de retenir tout animal domestique <u>gardé à l'extérieur d'un bâtiment au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir du terrain.</u>	100 \$	RM 410
ARTICLE 3.5 - ENDROIT PUBLIC Étant le gardien, avoir laissé <u>errer un animal domestique</u> dans un <u>endroit public</u> ou sur une <u>propriété privée autre que celle du gardien.</u>	100 \$	RM 410
ARTICLE 3.6 – NUISANCE SONORE / ANIMAUX DOMESTIQUES Étant le gardien d'un <u>animal domestique</u> , l'avoir laissé <u>aboyer, hurler, gémir, miauler</u> ou produire une autre <u>nuisance sonore</u> d'une manière à troubler la paix.	100 \$	RM 410
ARTICLE 3.7 - ANIMAUX SAUVAGES Avoir <u>nourri, gardé ou attiré des animaux sauvages</u> de façon à nuire à la <u>santé</u> , à la <u>sécurité</u> ou au <u>confort du voisinage.</u>	100 \$	RM 410
ARTICLE 3.8 – ANIMAUX DOMESTIQUES ERRANTS Avoir <u>nourri</u> ou <u>attiré</u> des <u>animaux domestiques errants</u> de façon à nuire à la <u>santé</u> , à la <u>sécurité</u> ou au <u>confort du voisinage.</u>	100 \$	RM 410
ARTICLE 3.9 - EXCRÉMENTS Étant le gardien d'un <u>animal domestique</u> , <u>avoir omis d'enlever les excréments</u> de son animal dans un <u>endroit public.</u> Étant le gardien d'un <u>animal domestique</u> , <u>avoir omis de déposer les excréments</u> dans un <u>contenant ou un sac.</u>	100 \$ 100 \$	RM 410 RM 410

ANNEXE B

Libellé des infractions – Colportage

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 4.2 - INTERDICTION Avoir colporté <u>sans permis ou autorisation écrite signée.</u>	300 \$	RM 220
Avoir distribué des imprimés <u>sans permis ou autorisation écrite signée.</u>	300 \$	RM 220
ARTICLE 4.4 - EXAMEN <u>Avoir omis de porter visiblement le permis ou l'autorisation écrite signée.</u>	300 \$	RM 220
<u>Avoir omis de remettre le permis ou l'autorisation écrite signée</u> à la personne désignée ou à tout agent de la paix qui en fait la demande.	300 \$	RM 220

ARTICLE 4.5 - FAUSSES REPRÉSENTATIONS		
Avoir obtenu un permis ou une autorisation écrite signée à la suite de <u>fausses représentations</u> ou de <u>fausses déclarations</u> .	300 \$	RM 220
ARTICLE 4.6 - HEURES PROHIBÉES		
Avoir colporté entre 20 h et 10 h.	300 \$	RM 220
ARTICLE 4.7 - LIEUX PROHIBÉS		
Avoir colporté en un lieu arborant un avis l'interdisant.	300 \$	RM 220

ANNEXE C

Libellé des infractions – Nuisances

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 5.2 - BRUIT		
Étant une personne physique, / <u>avoir fait, provoqué ou incité à faire du bruit excessif ou insolite susceptible / de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage, et ce, entre 23 h et 7 h.</u>	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, / <u>avoir fait, provoqué ou incité à faire du bruit susceptible / de troubler la paix, la tranquillité, le confort, le repos, le bien-être des citoyens ou de nature à empêcher l'usage paisible de la propriété dans le voisinage, et ce, entre 23 h et 7 h.</u>	400 \$	RM 450
ARTICLE 5.4 - ARME À FEU ET ARME DE JET		
Étant une personne physique, avoir utilisé / une arme <u>à feu, à air comprimé et un arc ou une arbalète / à l'intérieur du périmètre urbain et des zones de villégiature, à moins de 150 mètres de toute maison, bâtiment ou édifice habité ou sur ou en bordure d'une piste cyclable ou d'un sentier récréatif.</u>	200 \$	RM 450
ARTICLE 5.5 - LUMIÈRE		
Étant une personne physique, avoir projeté une lumière directe susceptible de causer / un <u>danger pour le public</u> ou un <u>inconvéient aux citoyens</u> .	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, avoir projeté une lumière directe susceptible de causer / un <u>danger pour le public</u> ou un <u>inconvéient aux citoyens</u> .	400 \$	RM 450
ARTICLE 5.6 - ENDROIT PUBLIC / SOUILLER		
Étant une personne physique, avoir <u>souillé le domaine public telle / une rue, une cour, un parc ou tout autre immeuble public en y déposant ou en y jetant / de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, du fumier, des déchets domestiques ou autres, des mégots de cigarettes ou de cannabis, des eaux sales, du papier, de l'huile, de l'essence ou tout autre objet ou substance.</u>	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, avoir <u>souillé le domaine public telle / une rue, une cour, un parc ou tout autre immeuble public en y déposant ou en y jetant / de la terre, du sable, de la boue, des pierres, de la glaise, du fumier, des déchets domestiques ou autres, des mégots de cigarettes ou de cannabis, des eaux sales, du papier, de l'huile, de l'essence ou tout autre objet ou substance.</u>	400 \$	RM 450

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 5.7 - NETTOYAGE D'UN ENDROIT PUBLIC		
Étant une personne physique, <u>avoir souillé un endroit public et avoir omis d'en effectuer le nettoyage.</u>	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, <u>avoir souillé un endroit public et avoir omis d'en effectuer le nettoyage.</u>	400 \$	RM 450
Étant une personne physique, <u>avoir omis d'obtenir une autorisation</u> lorsque le nettoyage d'un endroit public nécessite le <u>détournement ou l'interruption de la circulation d'une voie publique.</u>	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, <u>avoir omis d'obtenir une autorisation</u> lorsque le nettoyage d'un endroit public nécessite le <u>détournement ou l'interruption de la circulation d'une voie publique.</u>	400 \$	RM 450
ARTICLE 5.9 - NEIGE / GLACE		
Étant une personne physique, / avoir <u>jeté ou déposé</u> / sur les <u>rues</u> , sur les <u>routes</u> ou dans les <u>endroits publics</u> , <u>eaux et cours d'eau</u> / de la <u>neige</u> ou de la <u>glace</u> provenant d'un terrain privé.	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, / avoir <u>jeté ou déposé</u> / sur les <u>rues</u> , sur les <u>routes</u> ou dans les <u>endroits publics</u> , <u>eaux et cours d'eau</u> / de la <u>neige</u> ou de la <u>glace</u> provenant d'un terrain privé.	400 \$	RM 450
ARTICLE 5.10 – ODEURS, FUMÉE, SUIE ET POUSSIÈRE		
Étant une personne physique, / <u>avoir permis ou toléré</u> que / des <u>odeurs nauséabondes</u> , des <u>particules</u> , de la <u>poussière</u> , de la <u>fumée</u> ou de la <u>sui</u> e se propage dans l'entourage de manière / à <u>troubler le confort</u> ou <u>incommoder le voisinage.</u>	200 \$	RM 450
Étant une personne morale, / <u>avoir permis ou toléré</u> que / des <u>odeurs nauséabondes</u> , des <u>particules</u> , de la <u>poussière</u> , de la <u>fumée</u> ou de la <u>sui</u> e se propage dans l'entourage de manière / à <u>troubler le confort</u> ou <u>incommoder le voisinage.</u>	400 \$	RM 450

ANNEXE D

Libellé des infractions – Sécurité, paix et ordre public

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 6.2 - ALCOOL / CONSOMMATION		
<u>Avoir consommé</u> des boissons alcoolisées ou / <u>avoir en sa possession</u> un contenant de boisson alcoolisée dont l'ouverture n'est pas scellée dans un endroit prohibé.	100 \$	RM 460
<u>Avoir consommé</u> , sur un terrain public où la consommation est permise, des <u>boissons alcoolisées</u> / autrement qu'à partir d'un <u>contenant de carton</u> , de <u>plastique</u> ou une <u>cannette</u> .	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.3 - FACULTÉS AFFAIBLIES / COMPORTEMENT SOUS INFLUENCE		
Avoir les facultés affaiblies / par <u>l'alcool</u> , la <u>drogue</u> ou <u>toute autre substance</u> / dans un endroit public.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.4 - ARME BLANCHE / ARME À FEU /		

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARME DE JET Avoir sur soi, dans un endroit public / un couteau, un poignard, un sabre, une machette ou un autre objet similaire, un bâton, une arme blanche ou un répulsif animal en bombe aérosol à base de poivre de cayenne.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.5 - PROJECTILES Avoir lancé / des pierres, des bouteilles ou tout autre projectile susceptible / de blesser autrui ou d'endommager la propriété publique ou privée.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.6 - BATAILLE S'être battu ou tirillé / dans un endroit public.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.7 - GRAFFITIS Avoir dessiné, peinturé ou autrement marqué / les biens de propriété publique ou privée.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.8 - VANDALISME Avoir endommagé de quelque manière que ce soit / la propriété publique ou privée, incluant arbres, plants, pelouse ou fleurs.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.9 - ÉLIMINATION DES SUBSTANCES ORGANIQUES Avoir uriné ou déféqué / dans un endroit public non prévu à cette fin.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.10 - INDÉCENCE Avoir commis une action indécente / dans un endroit public /, et ce, de manière à être vu d'une autre personne.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.11 - BAIGNADE S'être baigné dans un endroit public autre qu'à un endroit spécifiquement permis.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.12 - ESCALADE Avoir grimpé ou escaladé / un poteau, statue, fil, bâtiment, clôture, lampadaire, arbre ou toute autre structure privée ou publique, non aménagé à cette fin.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.13 - PARC / PÉRIODE PROHIBÉE S'être trouvé dans un parc aux heures où une signalisation indique une telle interdiction.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.14 - ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES / PÉRIODE PROHIBÉE S'être trouvé / sur un terrain ou dans un bâtiment d'un établissement scolaire / de 7 h à 18 h pendant la période scolaire sans motif raisonnable.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.15 - ACTIVITÉS DANS UN ENDROIT PUBLIC Étant une personne physique, / avoir organisé, dirigé ou participé à / une parade, une marche ou une course regroupant un groupe de personnes / dans un endroit public de la municipalité, incluant sur le réseau routier / sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.	100 \$	RM 460

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
Étant une personne morale, / <u>avoir organisé, dirigé ou participé</u> à / une <u>parade</u> , une <u>marche</u> ou une <u>course</u> regroupant un groupe de personnes / dans un <u>endroit public</u> de la municipalité, incluant sur le réseau routier / <u>sans avoir préalablement obtenu un permis de la municipalité.</u>	200 \$	RM 460
ARTICLE 6.16 - RASSEMBLEMENT PUBLIC		
Étant une personne physique, avoir tenu / une <u>réunion</u> ou un <u>rassemblement public</u> / dans un <u>endroit public</u> ou <u>propriété de la municipalité</u> / <u>sans autorisation de la municipalité.</u>	100 \$	RM 460
Étant une personne morale, avoir tenu / une <u>réunion</u> ou un <u>rassemblement public</u> / dans un <u>endroit public</u> ou <u>propriété de la municipalité</u> / <u>sans autorisation de la municipalité.</u>	200 \$	RM 460
ARTICLE 6.17 - FLANERIE		
<u>Avoir flâné, vagabondé, mendié, s'être couché, s'être logé, avoir campé ou dormi</u> / dans un endroit public.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.18 - SONNER OU FRAPPER		
<u>Avoir sonné ou frappé</u> / à une <u>porte</u> ou à une <u>fenêtre d'un bâtiment</u> sans motif raisonnable.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.19 - VÉHICULES MOTEURS		
<u>Avoir circulé en véhicule à moteur</u> / dans les <u>parcs</u> et <u>sur les voies à circulation piétonnière ou cyclable</u> de la municipalité / contrairement aux signalisations indiquées.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.20 - PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ		
<u>Avoir franchi</u> ou <u>s'être trouvé</u> / à l'intérieur d'un périmètre de sécurité sans autorisation.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.21 - APPEL INJUSTIFIÉ		
<u>Avoir composé le numéro de téléphone du centre d'urgence 9-1-1</u> sans qu'il y ait une situation d'urgence nécessitant l'intervention d'un service d'urgence.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.22 - INSULTES ET INJURES		
<u>Avoir insulté</u> ou <u>injuré</u> / une personne se trouvant / dans une <u>rue</u> ou dans un <u>endroit public.</u>	100 \$	RM 460
<u>Avoir injurié</u> ou <u>insulté</u> / un <u>agent de la paix</u> ou un <u>fonctionnaire municipal</u> dans l'exercice de ses fonctions.	100 \$	RM 460
<u>Avoir tenu</u> ou avoir encouragé ou incité une personne à <u>tenir</u> / des propos blessants, diffamatoires, blasphématoires ou grossiers / auprès d'un <u>agent de la paix</u> ou d'un <u>fonctionnaire municipal</u> dans l'exercice de ses fonctions.	100 \$	RM 460
ARTICLE 6.23 – ENTRAVE À UN AGENT DE LA PAIX		
<u>Avoir entravé</u> / le <u>travail d'un agent de la paix</u> dans le cadre de ses fonctions.	100 \$	RM 460

ANNEXE D-1

Endroits publics où la consommation d’alcool est permise en vertu de l’article 6.2

- ✓ Camping Monts Notre-Dame, 350, rue Principale
- ✓ Centre Philippe-Émile-St-Pierre, 352, rue Principale
- ✓ Hôtel de Ville, 356, rue Principale

ANNEXE D-2

Parcs visés par une période prohibée en vertu de l’article 6.13

- ✓ Parc-O-Village

ANNEXE E

Libellé des infractions – Stationnement

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 7.4 - STATIONNEMENT SUR LES CHEMINS PUBLICS <u>Avoir stationné un véhicule</u> sur les chemins publics de la municipalité <u>aux endroits où une signalisation indique une telle interdiction.</u>	60 \$	RM 330
ARTICLE 7.5 - STATIONNEMENT AU-DELÀ DE CERTAINES PÉRIODES OU DE CERTAINES HEURES <u>Avoir stationné un véhicule</u> sur les chemins publics de la municipalité <u>aux endroits, jours et heures où une signalisation indique une telle interdiction.</u>	60 \$	RM 330
ARTICLE 7.6 - STATIONNEMENT HIVERNAL <u>Avoir stationné un véhicule</u> sur les chemins publics de la municipalité <u>pendant la période du 15 novembre au 15 avril inclusivement, entre 23h et 7h.</u>	60 \$	RM 330
ARTICLE 7.7 - STATIONNEMENT DES CAMIONS, VÉHICULE-OUTIL ET VÉHICULE DE TRANSPORT D'ÉQUIPEMENT <u>Avoir stationné / un camion, un véhicule-outil ou un véhicule de transport d'équipement / dans l'emprise d'une rue publique pour réaliser une tâche autre que / prendre ou livrer un bien, fournir un service ou exécuter un travail.</u>	60 \$	RM 330
ARTICLE 7.8 - STATIONNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES <u>Avoir immobilisé un véhicule dans un espace de stationnement réservé aux personnes handicapées sans que le véhicule ne soit muni de la vignette ou de la plaque appropriée.</u>	200 \$	RM 330

ANNEXE E-1

Stationnement des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité

Endroits où il est interdit de stationner des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité en tout temps en vertu de l'article 7.4

N/A

ANNEXE E-2

Stationnement au-delà de certaines périodes ou de certaines heures

Endroits où il est interdit de stationner des véhicules routiers sur les chemins publics de la municipalité aux endroits, jours et heures spécifiées ci-après ou d'excéder les périodes où le stationnement est autorisé tel que spécifié ci-après en vertu de l'article 7.5

N/A

ANNEXE E-3

Stationnements privés

Terrains de stationnement privés où s'appliquent les dispositions du présent règlement concernant le stationnement en vertu de l'article 7.9

N/A

ANNEXE F

Libellé des infractions – Dispositions finales

LIBELLÉS D'INFRACTION	AMENDE MINIMALE	CODE
ARTICLE 8.1 – APPLICATION DU RÈGLEMENT / ENTRAVE Quiconque entrave toute personne chargée de l'application du règlement en la trompant ou en refusant de lui fournir un renseignement qu'elle peut obtenir en vertu dudit règlement	100 \$	RM 410

Adoptée à l'unanimité des conseillers municipaux présents

146-2025

6.2 Avis de motion – Règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas

AVIS DE MOTION est donné par, madame Hélène Dumont, conseillère, voulant que lors d'une séance ultérieure soit présenté le règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas.

Adoptée à la majorité des conseillers municipaux présents

147-2025

6.3 Dépôt, présentation et adoption du projet de règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas

ATTENDU que le conseil de la municipalité de Saint-Cléophas a les pouvoirs de constituer un comité consultatif d'urbanisme en vertu des articles 146 et 148 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1);

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la municipalité que le conseil municipal se dote d'un tel comité pour l'aider à rencontrer efficacement ses responsabilités en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par monsieur Bruno Gauvin et résolu que le présent **PROJET DE** *Règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la municipalité de Saint-Cléophas*.

Adoptée à la majorité des conseillers municipaux présents

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 270 CONSTITUANT
LE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME (CCU)
DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CLÉOPHAS**

PRÉAMBULE

La résolution 147-2025 fait partie intégrante du présent **PROJET DE** règlement.

CHAPITRE I — DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Article 1 — Titre du règlement

Le présent **PROJET DE** règlement porte le titre de «*Règlement numéro 270 constituant le comité consultatif d'urbanisme (CCU) de la Municipalité de Saint-Cléophas*».

Article 2 – Nom du comité

Le comité est connu sous le nom de comité consultatif d'urbanisme de la municipalité de Saint-Cléophas et désigné dans le présent **PROJET DE** règlement comme étant le comité.

Article 3 — Règlement remplacé

Le présent **PROJET DE** règlement remplace tout règlement antérieur relatif à la constitution ou création d'un comité consultatif d'urbanisme.

Article 4 — Territoire assujetti

Le présent **PROJET DE** règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Municipalité de Saint-Cléophas.

Article 5 — Objet du règlement

Le présent **PROJET DE** règlement a pour objet de constituer un comité consultatif d'urbanisme et d'en définir la composition, le rôle, le fonctionnement et les obligations de ses membres.

CHAPITRE II — COMPOSITION ET MANDAT DU COMITÉ

Article 6 — Constitution du comité

Le présent **PROJET DE** règlement constitue le **Comité consultatif d'urbanisme (CCU)** de la Municipalité de Saint-Cléophas.

Article 7 — Composition

Le comité est composé de **cinq (5) membres**, nommés par résolution du conseil municipal, répartis comme suit:

- Un (1) membre du conseil municipal;
- Quatre (4) résidents de la Municipalité de Saint-Cléophas.

Le conseil municipal peut adjoindre au comité, de façon ponctuelle, toute personne dont l'expertise ou les services sont jugés nécessaires à l'exercice de ses fonctions, conformément à l'article 147 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

L'inspecteur en bâtiment et en environnement agit à titre de personne-ressource et peut être invité à participer aux réunions du comité, selon les besoins de ce dernier. Ces personnes ne sont pas membres du comité et ne disposent d'aucun droit de vote.

Article 8 — Durée du mandat

La durée du mandat des membres du comité est fixée à deux (2) ans, renouvelable par résolution du conseil municipal. Tout membre demeure en fonction jusqu'à la nomination de son successeur.

Article 9 — Remplacement d'un membre

Le conseil municipal peut, par résolution, pourvoir au remplacement d'un membre dans les cas suivants:

1. Démission;
2. Décès;
3. Incapacité à exercer ses fonctions;
4. Trois absences consécutives non motivées;
5. Perte du statut de résident ou d' élu municipal.

La personne nommée pour combler une vacance occupe le poste pour la durée restante du mandat de la personne remplacée.

Article 10 — Rôle et pouvoirs

Le comité consultatif d'urbanisme joue un rôle d'étude et de recommandation au conseil municipal en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire, de zonage, de lotissement et de construction conformément à l'article 146 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Il doit également formuler un avis sur toute demande de dérogation mineure conformément à l'article 145.7 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme.

Le comité formule des recommandations au conseil municipal, notamment:

- sur les demandes de dérogation mineure;
- sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA);
- sur les usages conditionnels;
- sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);
- et sur toute autre question que le conseil juge opportun de lui soumettre.

Le comité n'a aucun pouvoir décisionnel.

CHAPITRE III — FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

Article 11 — Président et vice-président

Les membres du comité désignent, à la majorité, un président et un vice-président parmi les membres. Le président dirige les travaux du comité et s'assure de son bon déroulement. En l'absence du président, le vice-président en assume les fonctions.

Article 12 — Secrétaire du comité

Le/La secrétaire du comité est désigné par le conseil municipal. Le/la directeur/trice

Il/Elle prépare l'ordre du jour, convoque les membres, rédige les procès-verbaux et assure la transmission des recommandations au conseil.

Il/Elle assiste d'office aux réunions, a droit de parole, mais n'a pas droit de vote.

Article 13 — Réunions

Le comité se réunit au besoin, sur convocation du/de la secrétaire ou à la demande du conseil municipal.

L'avis de convocation et les documents pertinents doivent être transmis aux membres au moins deux (2) jours avant la tenue de la réunion.

Article 14 — Quorum et vote

Le quorum du comité est de trois (3) membres. Chaque membre ayant droit de vote dispose d'une seule voix. Les recommandations sont adoptées à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité, le vote du président est prépondérant. Le/la secrétaire n'est pas membre du comité.

Article 15 — Huis clos et confidentialité

Les réunions du comité se tiennent à huis clos, sauf décision contraire du conseil municipal. Les membres sont tenus à un devoir de confidentialité concernant les discussions et recommandations du comité.

Article 16 — Procès-verbal

Le secrétaire dresse un procès-verbal de chaque réunion, lequel fait état des sujets discutés et des recommandations formulées. Le procès-verbal est transmis au/à la directeur/trice général/e et déposé au conseil municipal. Une copie est conservée aux archives de la Municipalité.

CHAPITRE IV — DEVOIRS, ÉTHIQUE ET DISCIPLINE

Article 17 — Formation obligatoire

Tout membre du comité doit suivre, dans les trois (3) mois suivant le début de son mandat, une formation portant sur son rôle et ses responsabilités au sein du comité. Les frais liés à cette formation sont assumés par la Municipalité. Une attestation de participation est remise à chaque membre.

Article 18 — Conflit d'intérêts

Un membre qui a un intérêt direct ou indirect dans une question soumise au comité doit le déclarer et se retirer pour toute la durée des discussions sur cette question. Le secrétaire inscrit cette déclaration au procès-verbal.

Article 19 — Devoirs et obligations envers la Municipalité

Les devoirs et obligations envers la Municipalité sont les suivants:

1. Intérêt public: le membre du comité doit exécuter ses fonctions dans l'intérêt public et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire valoir cet intérêt public;
2. Respect des lois et règlements: le membre du comité doit assumer fidèlement ses fonctions en conformité avec les législations applicables, incluant la réglementation en vigueur dans la Municipalité;
3. Saine gestion: le membre du comité doit souscrire et adhérer aux principes d'une saine administration municipale;
4. Intégrité: le membre du comité doit s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités avec dignité, intégrité et impartialité;
5. Conflits d'intérêts: le membre du comité doit s'abstenir de toute activité incompatible avec ses fonctions, éviter tout conflit d'intérêts et prévenir toute situation susceptible de mettre en doute son objectivité ou son impartialité;
6. Charge et contrat: le membre du comité doit s'abstenir de solliciter ou de détenir, pour lui-même, un proche ou une personne morale dans laquelle il possède un intérêt substantiel, une charge ou un contrat avec la Municipalité.

Article 20 - Devoirs envers le comité et le conseil municipal

Les devoirs envers le comité et le conseil municipal sont les suivants:

1. Réputation du comité: le membre ne doit pas agir en vue de nuire à la réputation du comité;
2. Collaboration: le membre doit faire preuve de disponibilité, de diligence raisonnable et assurer toute sa collaboration à la réalisation des mandats confiés au comité;
3. Respect des membres: le membre du comité ne doit pas nuire directement ou indirectement, ni ne doit léser l'exercice d'aucun des droits ou privilèges reconnus à un autre membre;
4. Étude des dossiers: le membre du comité doit refuser de prendre connaissance d'un dossier et de participer aux discussions avec les autres membres dans un dossier lorsqu'il connaît un motif justifiant son abstention;
5. Relation de confiance: le membre du comité doit chercher à établir une relation de confiance avec lui-même et avec les autres membres;
6. Divulgence de conflit d'intérêts: le membre doit, dès qu'il constate qu'il est dans une situation de conflit d'intérêts, en aviser le président du comité;
7. Respect de la procédure: le membre du comité doit observer les règles légales et administratives gouvernant le processus de prise de décision.

Article 21 — Destitution

Le conseil municipal peut, en tout temps, destituer un membre pour cause d'absence répétée, de manquement à l'éthique, de conflit d'intérêts ou pour tout autre motif jugé valable.

CHAPITRE V — DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET FINALES

Article 22 — Allocation de présence

Chaque membre citoyen reçoit une allocation de 25\$ par réunion, à condition d'y être présent.

Sont admissibles les dépenses aux frais de déplacement, autorisés par le conseil municipal, et les frais de fourniture, de poste et de téléphone.

Aucune rémunération n'est versée pour les absences.

Article 23 — Dépenses du comité

Toute dépense du comité doit être autorisée et payée par le conseil municipal.

Article 24 — Entrée en vigueur

Le présent **PROJET DE** règlement entre en vigueur conformément à la loi.

MENTION AU PROCÈS-VERBAL

7. EAU POTABLE ET EAUX USÉES

- CONSOMMATION D'EAU POTABLE – AOÛT 2025
823 litres/jour/résidence en moyenne
0.82 m³/jour/résidence en moyenne
- CONSOMMATION D'EAU POTABLE – SEPTEMBRE 2025
767 litres/jour/résidence en moyenne
0.77 m³/jour/résidence en moyenne

- CONSOMMATION D’EAU POTABLE – OCTOBRE 2025
526 litres/jour/résidence en moyenne
0.53 m³/jour/résidence en moyenne

8. RAPPORT DES ÉLUS

Les conseillères et les conseillers rendent compte de leurs dossiers respectifs. Aucun suivi ne nécessite l’adoption d’une résolution.

9. PROCHAINE RÉUNION RÉGULIÈRE

Lundi, 1^{er} décembre 2025, à 19h30

10. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les personnes présentes à la réunion qui souhaitent poser des questions ont obtenu la parole. Le maire, la directrice générale ainsi que les membres du conseil, selon le cas, ont répondu du mieux de leur connaissance. Aucune intervention ne nécessite l’adoption d’une résolution.

11. LEVÉE DE LA RÉUNION

148-2025

L’ORDRE DU JOUR ÉTANT ÉPUISÉ, IL EST PROPOSÉ par monsieur Bruno Gauvin et résolu que la séance soit levée à vingt heures trente-cinq (20h35).

Adoptée à l’unanimité des conseillers municipaux présents

Jean-Paul Bélanger
Maire

Katie St-Pierre
Directrice générale et greff-trés.

